

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

11^{me} ANNEE — N° 146

LE NUMERO :

Du 12 Mars au 1^{er} Avril 1973

0,80 F

La "real-politik" de Mao est une politique impérialiste

A la différence de nos pro-chinois folkloriques, toujours occupés à magnifier le caractère révolutionnaire du maïsisme en cherchant dans ce mythe une ancre de salut contre leur propre impuissance doctrinale, la presse bourgeoise n'a pas besoin de rêver les yeux ouverts, pour la bonne raison que la Chine est déjà pour elle... le rêve ! Cela fait déjà longtemps que nos braves bourgeois se sont avisés que le « continent jaune » était bien disposé à s'ouvrir aux échanges, et, pour mieux les favoriser, à faire commerce même de sa prétendue « pureté révolutionnaire ». Il y a de quoi être vraiment émerveillé : dernière arrivée sur le théâtre des « grandes puissances » du marché international, la Chine montre qu'elle a si bien appris les règles du jeu qu'elle peut donner à tous des leçons de « sens du concret » en politique.

On peut se demander, écrit le journal catholique italien *l'Avenir*, le 20-1-73, qui, de Kissinger ou de Chou-en-Lai, a le plus appris de l'autre. Question suscitée par la déclaration du Premier ministre chinois, qui recevait à Pékin le député japonais Takeo Kimura. Dans son discours, centré sur les problèmes de l'Extrême-Orient, Chou-en-Lai a, en premier lieu, exprimé sa satisfaction pour la solution du problème vietnamien (qui, pour peu qu'on regarde la teneur des accords de Paris, semble uniquement propice à l'instabilité politique, au détriment des Vietnamiens eux-mêmes); après la trêve, affirme Chou-en-Lai, il devra y avoir trois gouvernements au Vietnam (Nord, Sud et Vietcong), comme le veut l'accord U.S.A.-Hanoi d'octobre. Le vrai motif de la satisfaction des Chinois devant une solution qui lèse les « camarades » en lutte depuis des décennies est vite exprimé : cette solution (commente le même journaliste catholique) « correspond aussi aux intérêts profonds de la Chine : que subsiste ainsi en Asie une tension, un équilibre instable entre les Russes et les Américains. Au moins jusqu'au jour, encore lointain, où Pékin pourra s'insérer dans le jeu sur un pied d'égalité ». Qu'il ne s'agisse pas là d'« insinuations » faites pour dévaloriser les bataillons pro-chinois, les déclarations de Chou-en-Lai sur la question du réarmement japonais et de l'alliance U.S.A.-Japon le prouvent. Chou-en-Lai se montre préoccupé par le risque que se crée en Extrême-Orient, avec le départ des U.S.A. du Vietnam, un « vide » sur le plan militaire qui pourrait être « comblé » par l'U.R.S.S. C'est pourquoi, selon lui, « Tokyo ne doit avoir aucune hâte de rompre le pacte défensif qui lie le Japon aux Etats-Unis, et doit, avant de le faire, s'être assuré d'une puissance militaire raisonnable ». Cette déclaration de lucide Real-Politik (commente le journaliste), adressée de plus à un leader influent du parti libéral-démocratique nippon « est littéralement une giflette lancée aux forces japonaises d'opposition, et en particulier au parti socialiste, qui, durant toutes ces années, a eu justement comme cheval de bataille la lutte contre le pacte militaire américano-japonais et contre le réarmement du Japon ». Des giflettes de ce genre ne risquent-elles pas d'atteindre aussi nos pro-chinois locaux, engagés à fond contre l'O.T.A.N., le Pacte atlantique et toute la clique, sans doute pour s'entendre dire par Pékin, dans un futur qui n'est pas après tout si hypothétique, que, au fond, avant de

rompre avec Washington, il faut constituer une force militaire européenne « raisonnable », qui puisse être une digue contre le péril... russe.

Il y a dans tout cela une chose positive : le « neutralisme », les rêves de désarmement des agneaux bélants socialistes nippons en sortent complètement brisés, écrasés entre les pressions opposées des forces de la « real-politik » des U.S.A., de la Chine, de l'U.R.S.S., et ceci laisse entrevoir au prolétariat que sa voie ne pourra jamais être ni celle du « pacifisme en général », ni celle, prônée par Pékin, de la subordination de ses intérêts propres aux jeux de pouvoir alternés des diverses bourgeoisies nationales.

Le plus beau, écrit le journaliste, c'est que le pacte américano-japonais signé en 1949 avait été « clairement conçu dans un but antichinois ; mais depuis, les choses ont changé... ». Ou, plus exactement : les contradictions et les rivalités internes du capitalisme international ont pris d'autres allures, et la Chine, qui respire à l'aise dans cette atmosphère, peut en arriver à se réjouir d'un pacte conclu à l'origine contre elle. C'est pourquoi Chou-en-Lai se permet de donner « congé aux excès d'indépendantisme et de pacifisme » qui ne tiendraient pas compte de ses intérêts de « grande puissance socialiste » : la Chine textuellement reconnaît que « en ce moment, le Japon a besoin du parapluie atomique américain pour se défendre de l'U.R.S.S. » et quant à son réarmement, directement sollicité par Pékin pour s'opposer à Moscou, « il reviendra au peuple japonais de décider s'il s'orientera vers le militarisme ou vers une attitude correctement défensive ». « Le peuple » ne pouvait manquer ici, naturellement (mais qu'est-ce que peut bien être le « peuple » en termes de classe dans le Japon d'aujourd'hui ?) : il sera appelé, rien de moins, à décider si le réarmement du pays devra être militariste ou... pacifiste ; en d'autres termes, si les forces armées de Sa Majesté le Capital devront apporter la paix ou la guerre ! En attendant, « si tu veux la paix, prépare la guerre » (mais s'agit-il bien là d'une pensée originale du président Mao ?). Et le prolétariat, cette classe que Chou-en-Lai oublie, comment pourra-t-il se défendre, au Japon ou ailleurs, du capital étranger ? En prenant en main les armes de « son propre » capital ? Et la « paix », qu'il contribuera ainsi à sauver, que sera-t-elle, sinon la paix sociale, c'est-à-dire sa propre servitude ?

Voilà la péroraison du discours de Chou-en-Lai : « Il y a dans le monde deux superpuissances, l'U.R.S.S. et les U.S.A. ; et bien que Pékin ne soit favorable ni à l'une ni à l'autre, nous nous alarmons si l'une devenait considérablement plus forte que l'autre ». Raison pour laquelle il faut travailler à ce que l'équilibre entre les deux superpuissances soit assuré (mais ne l'appelait-on pas naguère « équilibre de la terreur » ?), au moins tant que la Chine ne pourra s'asseoir à la table des superpuissances comme troisième partenaire égal. Le but proposé aux autres peuples est, en conséquence, d'agir dans ce sens, qui est égoïste, leur dit-on, celui de leurs propres intérêts. Mao le Magnifique fait l'aiguille de la balance dans le jeu compliqué des forces du capitalisme international, et cela suffit. Tout cela est de la Real-Politik... Politique, certes, mais de quelle nature ? De la sale politique nationaliste, bourgeoise par excellence, de subordination du prolétariat international à ses propres fins d'aspirant supergrand !

Tout cela est la conséquence nécessaire d'un prétendu « socialisme » enfermé dans les limites de la patrie, qui réduit l'internationalisme à l'intervention militaire, économique, diplomatique, là où ses propres intérêts se trouvent concernés (et où ne le sont-ils pas aujourd'hui, en plein processus d'internationalisation du capital ?). Nous rappelons que, dans un « essai » récent du journal maoïste italien *Avanguardia Operaia* contre les « conceptions bordiguistes sur la Chine », on soutenait, contre notre réaffirmation de la pleine valeur de l'internationalisme prolétarien sous la forme proclamée par l'Internationale léniniste, la nécessité revendiquée par Mao, que le prolétariat de chaque pays commence, dans un premier temps, par marcher avec ses propres jambes, par compter uniquement sur ses propres forces... Mais est-ce le prolétariat chinois qui s'exprime, dans les termes cités, par la voix de Chou-en-Lai ? Quelles sont les forces de classe qui, dans la Chine de Mao, marchent ainsi avec leurs « propres jambes », dans la mesure de « leurs propres énergies » ? Ne comprend-

on pas — ou plutôt ne veut-on pas comprendre — que tant que le prolétariat mondial restera divisé par des rideaux de fer, de bambou ou de dollars, il sera convié à se faire l'esclave des intérêts de telle ou telle partie du capitalisme impérialiste ? Le prolétariat chinois ne pourra marcher sur ses propres jambes que lorsqu'il sera appelé à le faire conjointement avec les détachements de combat de tout le prolétariat mondial : c'est à cette seule condition qu'il pourra ne pas avoir peur de telle ou telle superpuissance impérialiste, parce qu'il trouvera, dans la conscience d'être une « classe pour soi » à l'échelle mondiale, la force réelle pour combattre le front uni (à l'intérieur et à l'extérieur) de l'ennemi de classe. Contre Mao, de même que contre Nixon et Brejnev, nous travaillons à combler ce « vide » que constitue l'absence du prolétariat de la lutte révolutionnaire ; nous travaillons (pendant que les autres appellent le « peuple » à se réarmer dans un but « correctement défensif ») au réarmement du prolétariat. A chacun sa « Real-Politik » !

Le chômage, condition constante et nécessaire du mode de production et de l'oppression capitalistes

La production capitaliste ne se satisfait pas de la quantité de force de travail disponible fournie par l'augmentation naturelle de la population. Pour avoir les mains libres, elle a besoin d'une armée industrielle de réserve non soumise à cette limite naturelle (Marx, *Le Capital*).

1. L'existence et le maintien, à côté de la masse des ouvriers occupés, d'une armée de réserve des prolétaires constitue une caractéristique essentielle et constante de la forme de production capitaliste, dont elle est à la fois une condition et une conséquence.

Au cours de son développement historique, le capitalisme s'est procuré la force de travail d'où il tire la plus-value, en « libérant » progressivement des millions d'hommes de leurs instruments de production, en les jetant sur le marché de ceux qui n'ont pour toute réserve que leurs bras. Ce processus de « libération » n'est rien d'autre que le processus de dissolution, opéré par le nouveau mode de production, capitaliste, des vieux rapports de production où dominait la valeur d'usage, la production pour l'usage immédiat : dissolution des rapports de servage qui liaient le travailleur à la terre et au patron de la terre, mais qui présupposaient la propriété des moyens de subsistance de la part du serf ; dissolution des rapports corporatifs, qui présupposaient la propriété, de la part de l'artisan, de l'instrument de travail. « Le même processus qui a mis la masse en tant que masse de travailleurs libres face aux conditions de travail objectives, a mis aussi face aux libres travailleurs ces mêmes conditions, en tant que capital » (Marx, *Formes qui précèdent la production capitaliste*). Ce processus qui libère de tout rapport ancien de clientèle ou de servage, libère aussi de toute forme de propriété : il ne reste au prolétaire « comme seule source de revenu que la vente de ses capacités productives, ou la mendicité, le vagabondage, le vol ». Cette « liberté » totale à l'égard de tout lien « terrestre » n'a donc pas rapproché le prolétariat de Dieu, mais l'a enchaîné toujours plus durement au Dieu-capital et l'a soumis à ses exigences.

2. L'économie capitaliste a un cours cyclique. Cela signifie qu'il y a alternativement des phases de production accélérée et des périodes de crise et de stagnation dans la production. Ce développement cyclique, avec les nécessités différentes et imprévisibles qui en découlent pour la force de travail, rend indispensable l'existence d'un réservoir de force de travail dans lequel on puise rapidement dans les phases d'expansion, et où l'on rejette les ouvriers dans les phases de dépression.

« L'expansion de la production par des mouvements saccadés est la cause première de sa contraction subite ; celle-ci, il est vrai, provoque à son tour celle-là, mais l'expansion exorbitante de la production, qui forme le point de départ, serait-elle possible sans une armée de réserve aux ordres du capital, sans un surcroît de travailleurs, indépendant de l'accroissement naturel de la population ? Ce surcroît s'obtient à l'aide d'un procédé bien simple et qui tous les jours jette des ouvriers sur le pavé, à savoir l'application de méthodes qui rendent le travail plus productif, en diminuant la demande. La conversion, toujours renouvelée, d'une partie de la classe ouvrière en autant de bras à demi occupés ou tout à fait désœuvrés imprime donc au mouvement de l'industrie moderne sa forme typique ». (Marx, *Le Capital*, Ed. soc., 1, 3, p. 77).

Marx critique de façon cinglan-

te ceux qui croient que les nécessités du capital puissent être satisfaites par des variations absolues correspondantes de la population ouvrière, c'est-à-dire les partisans d'une thèse destinée à cultiver l'illusion idyllique d'un développement capitaliste sans chômage et presque fait sur mesure pour l'homme. « La suprême beauté de la production capitaliste consiste en ce que non seulement elle reproduit constamment le salarié comme salarié, mais que, proportionnellement à l'accumulation du capital, elle fait toujours naître des salariés surnuméraires. La loi de l'offre et la demande de travail est ainsi maintenue dans l'ornière convenable, les oscillations du salaire se meuvent entre les limites les plus favorables à l'exploitation, et enfin la subordination si indispensable du travail au capitaliste est garantie ; ce rapport absolu de dépendance (...) est perpétué ». (*Capital*, 1, 3, p. 210).

3. La surpopulation relative d'ouvriers salariés est donc : a) la conséquence directe de l'accumulation du capital ; b) le moyen le plus sûr pour asservir socialement le prolétariat. Il s'ensuit que la quantité de force de travail dont le capital a besoin ne correspond pas uniquement à celle qu'il emploie dans le procès de production, mais au total entre les forces occupées et la partie de la population ouvrière qui est au chômage ou est sous-employée.

Le capital enchaîne le travailleur au procès de production capitaliste aussi bien quand il lui extorque directement de la plus-value que quand il l'oblige à

(Suite en page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

VENDREDI 23 MARS, à 20 h. 45

SALLE LANCERY, 10, rue de Lancry - PARIS (10^e)

(Métro République)

Faillite de la Voie Pacifique
et Réformiste au Socialisme :

Le Chili

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

● A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h. 30 à 17 h. 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Le Maroc en décomposition

Comme beaucoup de pays arriérés, le Maroc offre le spectacle de cette « ignominieuse et lente décomposition » dont parlait Marx à propos de l'Espagne du siècle dernier. C'est le tableau désormais classique des nations qui n'ont pas connu de révolution démocratique bourgeoise radicale capable d'émanciper les classes sociales, de débarrasser l'économie politique de ses chaînes pré-bourgeoises, pré-capitalistes, et d'abattre les vieilles institutions politiques. Mais il y a plus : au Maroc en particulier, la puissance des grands propriétaires fonciers issus du Tribalisme jointe à l'infinie lâcheté d'une bourgeoisie vautre dans le giron de l'autocratie, n'a même pas permis, depuis l'indépendance, le minimum de réformes intérieures, surtout dans le domaine agraire, susceptibles d'encourager un développement capitaliste. Le pays stagne « ignominieusement » au seuil d'une révolution bourgeoise et l'on chercherait en vain (du moins jusqu'à présent) les forces politiques capables de la mener à terme, soit « par en haut », soit « par en bas ». Que l'on juge du tableau : toute-puissance des anciens despotes du système tribal fondée sur l'exploitation archaïque d'une immense paysannerie misérable et inculte ; monarchie autocratique de « droit divin » qui s'appuie sur l'Islam et l'arriération religieuse du peuple ; extrême faiblesse du développement de l'industrie capitaliste, pillage des caisses de l'Etat par les « Grands du Royau-

me » et corruption administrative élevée à la hauteur d'une institution. Face à tout cela, lâcheté des oppositions démocratiques : lâcheté d'une bourgeoisie (parti de l'Istiqlal) incapable d'exiger le minimum de réformes bourgeoises, lâcheté de la petite-bourgeoisie (Union Nationale des Forces Populaires) qui n'est même pas capable de lutter pour la République bourgeoise et qui collabore ouvertement avec le Palais. Ignominie enfin de la « gauche marocaine », des syndicats [Union Marocaine du Travail] collaborant dans la coulisse avec le Palais et du Parti Communiste Marocain (actuellement Parti de la Libération et du Socialisme) qui se traîne à la remorque de la bourgeoisie.

Tels sont les éléments généraux de la question marocaine qu'il nous faut à présent approfondir. Nous examinerons successivement les aspects socio-économiques largement dominés par la question agraire, puis les aspects politiques marqués par la faillite des oppositions bourgeoises dans la révolution démocratique. Mais auparavant, et pour que le lecteur saisisse bien le sens de notre critique, il nous faut définir la perspective programmatique des communistes dans les pays (tels le Maroc) où la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été encore entièrement accomplie et où existent toujours et pour longtemps encore des masses de paysans révolutionnaires visant à une révolution démocratique de la propriété foncière.

Le marxisme et la révolution démocratique bourgeoise

A la base de la conception politique marxiste, il y a le Parti. Non pas le Parti conçu (par les « gauchistes » marocains et d'ailleurs) comme le regroupement de forces hétérogènes discutant « démocratiquement » un programme forcément opportuniste, mais le Parti fondé sur le marxisme intransigeant qui, de Marx à Lénine, a défini la stratégie et la tactique du prolétariat révolutionnaire. Dans l'état actuel du mouvement prolétarien international dispersé et battu par la contre-révolution, être marxiste révolutionnaire signifie AVANT TOUT organiser le parti prolétarien partout où cela est possible. C'est notre but.

Quelle est donc l'attitude des communistes dans les révolutions bourgeoises ? D'abord, placer le prolétariat à la tête du combat contre le pré-capitalisme (féodalisme en Europe par exemple) afin de le liquider radicalement et de laisser le champ libre à l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Pour cela, le prolétariat lutte en alliance avec la paysannerie révolutionnaire qu'il guide sur la voie de l'insurrection pour liquider les bases économiques du pré-capitalisme. Mais ce n'est pas tout : le prolétariat, allié et guide selon les conditions historiques de la petite-bourgeoisie révolutionnaire, lutte pour la démocratie la plus conséquente pour la révolution agraire la plus radicale possible, et doit donc prévoir la trahison inéluctable et paralyser l'inconséquence des couches libérales de la bourgeoisie (en général couches supérieures, mais au Maroc aujourd'hui tous les courants politiques de la bourgeoisie, grande et petite, ont opté pour la trahison). La bourgeoisie libérale est en effet toujours prête à trahir la cause de la démocratie bourgeoise révolutionnaire, à pactiser avec la réaction pour endiguer l'énergie révolutionnaire de la « plèbe ». D'une manière générale, la grande bourgeoisie désire la liquidation des vestiges pré-capitalistes dans l'économie. Mais sur le plan politique, elle est contrainte de s'ap-

puier sur la force armée des grands propriétaires et sur l'autocratie. Elle recherche un compromis : participation des bourgeois à la vie politique et au gouvernement avec, comme condition, le soutien de la monarchie et donc le statu quo agraire. Pourquoi cette attitude ? La grande bourgeoisie redoute par dessus tout l'armement du prolétariat dans la révolution démocratique. Elle craint de se retrouver seule en face de son irréductible ennemi au cas où la monarchie s'écroulerait entièrement. « Car, comme l'écrivait Lénine, il serait d'autant plus facile aux ouvriers de changer leur fusil d'épaule, c'est-à-dire de retourner contre la bourgeoisie elle-même les armes que la Révolution Bourgeoise leur aura fournies, les libertés qu'elle aura introduites, les institutions démocratiques qui auront surgi sur le terrain déblayé du servage » (discours : du pré-capitalisme).

Pour les communistes, le prolétariat est donc partie prenante dans la révolution bourgeoise. Et il doit lui imprimer sa marque radicale, et il doit lutter à la tête de la paysannerie révolutionnaire pour la révolution bourgeoise la plus large, et il doit enfin lutter pour le pouvoir politique. Le parti social-démocrate de Russie (bolchevik) ne se refusait pas, en 1905, à participer à un gouvernement révolutionnaire provisoire représentant réellement les éléments insurgés du peuple (prolétariat, petite bourgeoisie des villes et paysannerie réalisant la dictature révolutionnaire démocratique des ouvriers et des paysans). Participer dans ces conditions à un gouvernement aux côtés des petits-bourgeois ? Oui quand il est l'émanation du peuple en armes et qu'il s'agit de le stimuler, de le pousser jusqu'au bout de la révolution bourgeoise, de la révolution agraire. Prendre le pouvoir dans un pays où le développement capitaliste a effectué tout juste quelques pas ? Oui, si les conditions le permettent, si la petite-bourgeoisie, si la paysannerie révolutionnaire penchent à

gauche. C'est ainsi que les bolcheviks ont pu s'emparer du pouvoir en octobre 1917 après que le déroulement de la révolution démocratique bourgeoise eût épuisé les possibilités révolutionnaires (bourgeoises radicales) de tous les autres partis (des libéraux aux socialistes-révolutionnaires de droite en passant par les mencheviks modérés). Dans certaines circonstances (et la guerre impérialiste en était une de taille en 1917), le maximum de radicalisme du prolétariat organisé peut et doit conduire à la prise du pouvoir par le parti du prolétariat. L'exemple bolchevique est clair : les communistes ne reculent pas devant cette tâche. Au contraire, se considérant comme un détachement du prolétariat mondial, ils utilisent leur position de force à la tête de l'Etat pour mettre tous les moyens disponibles au service de la révolution mondiale. S'agit-il de la réalisation du socialisme sur le plan intérieur ? En aucun cas ! Le Socialisme dans un seul pays, arriéré de surcroît, ne peut pas exister et n'a jamais existé. Le prolétariat au pouvoir achève la révolution bourgeoise : expro-

Le capitalisme marocain : un avorton

Le Maroc est un pays arriéré où le capitalisme industriel n'est qu'un tout petit îlot au sein d'une économie essentiellement agraire. Sur une population d'âge actif (15-65 ans) de 7 millions d'individus (population totale 15 millions), 70 % au moins sont fixés dans l'agriculture, 20 % dans le secteur tertiaire et 10 % seulement sont occupés dans l'industrie, les mines, l'artisanat moderne et les transports. Quant au pourcentage des salariés dans la population effectivement active (nous verrons plus loin pourquoi cet « effectivement »), il n'est que de 20 %.

Dans la formation de ce que les économistes bourgeois appellent le Produit National Brut, la part de l'agriculture se monte à 40 %, celle de l'industrie à 16 %, et enfin le tertiaire à 44 %. Ce dernier chiffre est énorme et il caractérise presque tous les pays arriérés. Fondamentalement improductif, le « secteur tertiaire » représente SURTOUT les frais d'organisation de l'Etat (Administration, police, armée), puis le commerce, les professions libérales, etc... Et le chiffre de 44 % indique en fait les dimensions fantastiques

de la manœuvre marocaine, remplie à craquer de travail extorqué aux paysans pauvres, autour de laquelle se presse une masse de parasites. Quoi qu'il en soit, le secteur industriel est très faible. Il n'emploie que 5 % de la population active (9 % avec l'artisanat moderne) répartie dans les usines et l'industrie proprement dite. Le secteur minier (essentiellement les phosphates, principale source des exportations) est dominé par de grandes entreprises contrôlées par des offices d'Etat, eux-mêmes liés à des capitaux privés, nationaux et étrangers. Mais la production artisanale n'y a pas entièrement disparu puisqu'elle compte pour 12 % dans la production du manganèse et 11 % pour le fer. L'industrie proprement dite est à 50 % une industrie de transformation de produits alimentaires, branchée sur l'agriculture et les produits de la pêche. La production de biens manufacturés représente les 50 % restants : l'industrie lourde est inexistante.

Pourtant, de lourds tarifs douaniers protègent l'économie nationale, mais l'étroitesse d'un marché intérieur qui étouffe dans le cadre ar-

rière de l'agriculture, ne permet guère de progrès. Par contre, le vil prix de la main-d'œuvre incite des entreprises européennes à s'installer en territoire marocain pour ensuite exporter leurs produits dans le Marché Commun.

Non seulement le secteur manufacturier est faible, mais il est peu concentré. Sur 1.100 établissements industriels, 200 produisent 75 % de la valeur ajoutée (si faible !) de l'industrie et si le secteur « le plus moderne » fournit les 65 % de la production industrielle, l'artisanat « moderne » et la petite industrie comptent encore pour 24,5 %. Le prolétariat est numériquement peu important (500.000 ouvriers employés en permanence) et relativement dispersé puisque les entreprises de plus de 5.000 ouvriers n'emploient que 2 % de la main-d'œuvre industrielle (celles de moins de 20 ouvriers en emploient 33 %). Ce petit prolétariat baigne dans la masse des chômeurs urbains (au moins 750.000 chômeurs « officiels »), qui exerce une pression constante sur les salaires. On estime que dans les villes, 40 % de la population active n'ont aucun emploi et que 1 salarié sur 7 travaille moins de 30 heures par semaine. La situation de l'artisanat est dramatique : 60 à 85 % des artisans des villes sont « sous-employés » et leur réserve est inférieure à 100 francs par mois. Petits métiers, mendicité, prostitution et délinquance prolifèrent. Rien d'étonnant que parmi ces miséreux, le petit prolétariat marocain fasse figure de « privilégié » avec ses revenus fixes et son « niveau de vie » deux à trois fois supérieur à celui des paysans. Le syndicalisme marocain (Union Marocaine du Travail regroupant entre 80.000 et... 300.000 membres, fondée en 1955), grand admirateur du syndicalisme anglo-saxon, se contente d'ailleurs de cette situation et ses dirigeants (membres de l'U.N.F.P.) collaborent au moins officieusement avec le Palais Royal... au lieu de se placer à l'avant-garde dans la révolution démocratique.

Toutes ces données sont indiscutables : la production capitaliste en est à ses débuts au Maroc. Mais son dynamisme est quasi nul, son taux d'investissement est l'un des plus faibles du monde. Pourquoi ? Pour le comprendre, il faut nous tourner vers l'état des campagnes, vers la question agraire.

(A suivre.)

VIE DU PARTI

Il s'est tenu en janvier à Paris une réunion publique sur le thème : « Pacifisme social et coexistence pacifique : deux ennemis de la révolution prolétarienne ».

Le rapport rappela que le marxisme avait toujours dû combattre l'affirmation bourgeoise du caractère éternel du capitalisme et sa variante opportuniste de la stabilisation du capitalisme dont la conclusion a toujours été, invariablement : vive la paix, vive les réformes, vive la démocratie ! et donc à bas la révolution ! Hier contre Bernstein, puis contre Kautsky, enfin contre leurs héritiers modernes, le marxisme n'a eu et ne peut avoir qu'une seule réponse : la défense de sa vision catastrophique du cours du capitalisme et de l'éclatement inévitable des guerres et des révolutions, la dénonciation de l'abandon de cette vision comme le passage corps et âme dans le camp de l'ennemi. Et en effet, notre combat n'est pas un « combat d'idées » : l'affrontement entre théories, doctrines, etc., n'est rien d'autre que l'expression politique de l'affrontement inéluctable entre classes sociales, lui-même expression matérielle vivante de la lutte entre la société existante et celle que cette dernière porte dans ses flancs. Le rapport réaffirma qu'aucun instrument ne peut servir à autre chose que ce à quoi il est destiné et que la préparation du parti à ses tâches de centralisation et de direction de l'insurrection, de la dictature et de la terreur prolétariennes est inséparable de la démolition théorique aujourd'hui, physique demain, de la bourgeoisie et de ses valets et dialectiquement de la confirmation de l'invariance du

marxisme comme sont invariables toutes les théories, toutes les forces sociales qui se meuvent sur le terrain social d'une société qui est née et se survit avec les mêmes contradictions et les mêmes lois dans lesquelles est d'ailleurs inscrit son arrêt de mort.

Le rapport s'attachait, dans un premier temps, à montrer comment le capitalisme accumule toujours dans des proportions plus grandes les matières explosives qui, portées à une certaine température, doivent entraîner des conflagrations et il illustra abondamment ce thème par des exemples tirés de tout le cours du capitalisme jusqu'à la période d'actuelle, tant pour ce qui est du développement de ces contradictions que de leur nécessaire traduction sur le plan des rapports entre Etats et entre classes sociales.

Il montra ensuite qu'une preuve décisive de cette affirmation marxiste se trouve dans le fait absolument indéniable du renforcement des Etats modernes, dans la militarisation croissante, dans le gonflement toujours plus énorme des forces de police, dans le contrôle toujours plus grand de l'ensemble de la vie sociale et l'accroissement toujours plus démesuré de la bureaucratie et ceci, indépendamment de la forme de gouvernement (monarchique ou républicaine, démocratique ou fasciste). C'est pourquoi, pas plus aujourd'hui qu'hier, l'alternative n'est paix ou guerre, réforme ou révolution, mais bien guerre impérialiste ou révolution prolétarienne, dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

L'anéantissement et la destruction de la machine d'Etat

bourgeoise est donc la première tâche de la révolution communiste. Elle est évidemment impensable sans une rupture brutale de l'équilibre social, militaire, politique, qui transforme tous les antagonismes sociaux en collisions ouvertes, qui affaiblisse le système de défense de l'ordre établi, la chaîne des Etats aux maillons antagonistes, qui projette contre eux les forces créées par le capitalisme lui-même, le prolétariat moderne mais aussi à l'échelle mondiale d'autres forces qui ne peuvent manquer de se dresser contre les centres vitaux du système de défense bourgeois, les grands Etats impérialistes. Mais cela ne suffit pas. A la force concentrée, à la violence organisée de la bourgeoisie, il est indispensable que le prolétariat, le « fossoyeur de la société bourgeoise », puisse opposer une force tout aussi concentrée, centralisée et donc organisée et disciplinée, bref une « volonté unique » impossible sans la continuité d'action politique et d'organisation, dans le temps et dans l'espace, du parti marxiste, continuité impensable sans une continuité théorique. Le Parti se forge donc dans les hauts et les bas de la lutte des classes en défendant la doctrine, le programme, la tactique et l'organisation contre tous les ennemis, non seulement la bourgeoisie, mais aussi tous les courants qui veulent marier l'émancipation ouvrière et le pacifisme, le socialisme et la démocratie, la révolution et la réforme, bref le prolétariat et la bourgeoisie, le communisme et le capitalisme.

La dernière partie du rapport fut donc consacrée à la critique de l'opportunisme, cet agent

(Suite page 4)

Sous presse

PROGRAMME COMMUNISTE
N° 58

SOMMAIRE

- La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme
- Sur « Le Hasard et la Nécessité » : Comment M. Monod terrasse la dialectique
- La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international

Le numéro double: 10 F. Commandes au "Prolétaire"

LA LEGALITE NOUS TUE

(La première partie de cet article a paru dans les numéros 144 et 145 du "prolétaire").

La stratégie révolutionnaire

Dans *Les leçons d'Octobre* (1924), Trotsky écrivait :

« (...) Il s'est avéré qu'en l'absence d'un parti capable de diriger la révolution prolétarienne, cette révolution devient impossible. Le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir par une insurrection spontanée ; même dans un pays industriellement très développé et hautement cultivé comme l'Allemagne, l'insurrection spontanée des travailleurs (en novembre 1918) n'a pu que transmettre le pouvoir aux mains de la bourgeoisie. Une classe possédante est capable de s'emparer du pouvoir enlevé à une autre classe possédante en s'appuyant sur ses richesses, sur sa « culture », sur ses innombrables liaisons avec l'ancien appareil étatique. Mais pour le prolétariat, rien ne peut remplacer son parti.

« Un parti révolutionnaire est toujours soumis à la pression d'autres forces politiques. A chaque période de son développement, il élabore des moyens particuliers pour y résister et les refouler... Un parti qui ne reste pas à la hauteur des tâches historiques de sa classe court le danger de devenir un instrument des autres classes, ou le devient réellement.

« Par tactique, en politique, nous entendons, par analogie avec la science de la guerre, l'art de mener des opérations isolés ; par stratégie, l'art de vaincre, c'est-à-dire de s'emparer du pouvoir. Avant la guerre, à l'époque de la II^e Internationale, nous ne faisons ordinairement pas cette distinction, nous nous bornions à la conception de la tactique social-démocrate. Et ce n'est pas là le fait du hasard : la social-démocratie avait une tactique parlementaire, syndicale, municipale, coopérative etc... Mais la question de la concentration de toutes les forces, de toutes les ressources, de toutes les armes pour remporter la victoire sur l'ennemi ne se posait pas à l'époque de la II^e Internationale, car cette dernière ne s'assignait même pas la tâche de lutter pratiquement pour le pouvoir.

« C'est seulement la révolution de 1905 qui, après un long intervalle, mit de nouveau à l'ordre du jour les questions essentielles, les questions stratégiques de la lutte prolétarienne. Par là, elle assura une forte prépondérance aux sociaux-démocrates révolutionnaires russes, c'est-à-dire aux bolcheviks.

« La grande époque de la stratégie révolutionnaire commence en 1917, tout d'abord pour la Russie, puis pour toute l'Europe. Naturellement, la stratégie ne rend pas la tactique superflue : les questions du mouvement syndical, de l'activité parlementaire ne disparaissent pas de notre horizon, mais elles acquièrent maintenant une importance nouvelle comme méthodes subordonnées de la lutte développée sous tous ses aspects pour la conquête du pouvoir. La tactique est subordonnée à la stratégie.

« Dans la façon superficielle d'aborder les questions de l'insurrection armée se révèle le fait que la tradition social-démocratique n'est pas encore battue. Le parti qui néglige les questions de la guerre civile, en espérant qu'au moment décisif, elles se résoudront d'elles-mêmes, subira une défaite certaine ».

Aucune action révolutionnaire n'est donc possible sans préparation révolutionnaire dans le domaine de la propagande, de l'agitation et de l'organisation. Comme nous l'avons vu ci-dessus Engels disait qu'« un peuple désarmé contre une armée moderne est, du point de vue militaire, une grandeur purement évanescence ». M. N. Tuckacevski faisait écho

en 1928 à ce jugement : « Si parmi les troupes de l'armée régulière ne se trouve pas au moins une unité solidaire de la révolution et si les insurgés ne réussissent pas à gagner à leur cause telle ou telle unité régulière, l'insurrection est vouée à la défaite. »

La conséquence logique de ce qui précède est bien exprimée par Engels dans *L'Anti-Dühring* (II, ch 3) :

« L'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi ; les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige d'une part à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc..., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier, d'autre part, à prendre de plus en plus au sérieux le service obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné, triompher sa volonté en face de la majesté du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple, — ouvriers de la ville et des champs et paysans, — a une volonté. A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périt de la dialectique de son propre développement. »

Dans les articles *L'Europe peut-elle désarmer ?* (mars 1893), Engels parlant des exactions contre les soldats écrivait :

« Dans le passé, il y avait à cela une compensation, du moins en pratique. Avec le fusil chargé par l'avant, il était facile d'introduire une pierre dans le canon (...) si bien qu'il arrivait assez souvent que des officiers détestés soient tués par erreur pendant les manœuvres... Aujourd'hui, avec le fusil chargé par la culasse (...), les choses ne sont pas si simples et ne peuvent pas passer aussi facilement inaperçues... Mais quand on emploiera à nouveau de vraies balles, aux « moments sérieux », on peut se demander si l'ancienne pratique ne trouvera pas de nouveau des partisans, comme cela a dû se produire çà et là dans la dernière guerre... ».

Excusez du peu ! On comprend que la rédaction du *Vorwärts* (N° 58 - 59, mars 1893) ait purement et simplement coupé ce paragraphe. Du reste Pottier, un mois après les massacres des communards par la soldatesque de Thiers, écrivait dans *L'Internationale* : « Appliquons la grève aux armées / Crosse en l'air et rompons les rangs ! / S'ils s'obstinent, ces cannibales, / A faire de nous des héros, / Ils sauront bientôt que nos balles / Sont pour nos propres généraux. Strophe non traduite dans la version officielle allemande, et naturellement censurée par ceux qui braillaient « Une seule armée, une seule police » et qui chantaient, à propos de Gabriel Péri, rédacteur de *L'Humanité* fusillé par les « boches » : « Une autre chanson française / A ses lèvres est montée / Finissant la Marseillaise / Par toute l'humanité » (la « chanson française » étant ici... l'« Internationale ! »).

La strophe de *L'Internationale* montre que la remarque d'Engels n'était pas une simple constatation, mais une recommandation assez facile à comprendre, du moins dans la température politique d'alors et dans le contexte de ses écrits sur le potentiel révolutionnaire accumulé au sein des armées bourgeoises. Si Turati refusait de les publier parce que, comme P. Mordignetti l'écrivait à

Engels, le 6 juillet 1893 : « La nation armée et l'instruction physique et militaire de toute la jeunesse lui paraît de nature à renforcer plutôt qu'à affaiblir le préjugé patriotique et militaire », Lénine, lui, a magnifiquement illustré l'idée d'Engels dans un article célèbre. Sur le mot d'ordre du désarmement (octobre 1916, II) :

« Actuellement, la militarisation se fait sentir dans toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage du monde et doit donc conduire nécessairement à la militarisation de tous les pays, y compris les petites nations et les neutres. Que feront alors contre cela les femmes du prolétariat ? Se limiteront-elles à maudire la guerre et les armes et à réclamer le désarmement ? Les femmes d'une classe opprimée et authentiquement révolutionnaire ne se résigneront jamais à jouer un rôle si misérable. Elles diront à leurs fils : « Bientôt tu seras grand. Ils te donneront un fusil. Prends-le et entraîne-toi de ton mieux au métier des armes. C'est une expérience que les prolétaires doivent posséder non pour tirer contre leurs frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent ceux qui ont trahi le socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de notre propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, bien autrement que par de pieux désirs, c'est-à-dire par la victoire sur la bourgeoisie, qui sera alors désarmée ». Si l'on renonce à faire cette propagande, et précisément à l'occasion de la guerre actuelle, il vaut mieux s'abstenir des grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre à la guerre ».

La 4^e thèse sur les conditions d'admission à l'I.C. dit textuellement : « L'obligation de diffuser les idées communistes inclut l'obligation particulière de mener une propagande énergique et systématique dans l'armée. Là où des lois exceptionnelles font obstacle à une telle agitation, il faut la mener illégalement. Renoncer à une telle tâche reviendrait à trahir le devoir des révolutionnaires et serait inconciliable avec l'appartenance à l'I.C. ».

Le début de la 17^e thèse sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne, toujours au II^e Congrès, est aussi extrêmement significatif :

« Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie et par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les P.C. doivent apprendre à combiner systématiquement l'action légale et l'action illégale, et précisément le travail légal doit toujours être contrôlé par le parti illégal ».

On sait qu'à Tours, Léon Blum ergota sur ce point : n'étant pas partisan de la légalité à tout prix et admettant le recours à l'action illégale, il ne pouvait pourtant pas admettre l'action clandestine ! Cela revenait à n'admettre l'action illégale... qu'avec le consentement et sous le contrôle de la loi bourgeoise, distinction byzantine tout à fait semblable à celle que faisaient Crispin et Dittmann entre violence et terreur ! A plus forte raison, un Blum ne pouvait-il de toute évidence admettre qu'un groupe clandestin, formé d'inconnus, contrôle les activités « publiques » et, en premier lieu, les sacro-saintes activités parlementaires.

L'opposition des délégués à la propagande dans l'armée est moins connue, mais tout aussi logique et significative : dans ce domaine comme dans tous les autres, l'exemple bolchevique non seulement n'a pas été dépassé, mais même pas tant soit peu imité dans l'Occident évolué purement prolétarien !

Cette « combinaison de l'activité légale et de l'activité illégale », « absolument nécessaire » (3^e condition d'admission à l'I.C.) est possible dans la mesure où le parti a de solides bases révolutionnaires aussi bien en doctrine qu'en pratique, par sa préparation théorique aussi bien que par son organisation, c'est-à-dire dans la mesure où il a une représentation correcte de la lutte et se conforme aux exigences réelles de celle-ci.

Cela ne s'obtient pas par un coup de baguette magique. Une tactique opportuniste, exclusivement ou surtout égalitaire et pacifiste, une organisation relâchée et artisanale ou au contraire pléthorique et transformée en agence électorale ne peuvent s'adapter aux exigences révolutionnaires simplement parce que la crise se précipite ou qu'un mot d'ordre dans ce sens a été lancé ! Le croire serait respectivement du fatalisme ou du volontarisme soi-disant révolutionnaire..

En outre, comme Trotsky le disait bien en juin 1923 :

« A notre époque de brusques changements, le plus difficile pour

Conclusion

Telle est la voie de Marx, Engels et Lénine contre laquelle se dresse le pseudo-binôme droitier-centriste. Pseudo-binôme parce que les deux positions sont en définitive légales : elles exigent du prolétariat qu'il se fasse le champion de la légalité bourgeoise que la bourgeoisie elle-même, disait Engels, sera contrainte à enfreindre, « ce qui nous transporterait du terrain des majorités au terrain révolutionnaire », affirmation suffisamment claire, nous semble-t-il, même si l'on tient compte du fait qu'elle implique une hypothèse qu'Engels n'envisageait qu'avec des restrictions substantielles.

Cela n'empêche pas l'argumentation centriste d'être plus dangereuse que celle de la droite. Nous dirons même que plus les forces centristes penchent à gauche, plus elles posent comme but une transformation radicale des rapports de production, du moins en paroles, ou bien de « substantielles innovations sociales », et plus le danger est grand. Alors que le droitier revendique la démocratie comme but en soi, le centriste proclame plus ou moins ouvertement vouloir aller au-delà (par exemple vers une démocratie « authentique » etc...). Il peut même aller jusqu'à dire que cet « au-delà » est la dictature du prolétariat, pourquoi pas ? Dictature prolétarienne « de classe », bien sûr, et non pas « de parti » ; ou encore « de parti » à la rigueur mais pas d'un « parti de chefs »...

« Mais maintenant la vérité s'est fait jour : il s'agit du contraste entre révolution pacifique et révolution violente. Là est le nœud de la question. Kautsky a besoin de toutes les échappatoires, de tous les sophismes, de toutes les falsifications précisément pour esquiver la révolution violente, pour masquer le fait qu'il la remie, et son ralliement à la politique ouvrière libérale, c'est-à-dire au camp de la bourgeoisie » (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, octobre - novembre 1918).

Les possibilités d'accession pacifique au pouvoir, qui n'étaient en aucune façon la guerre civile, sont désormais épuisées, à moins que par « pacifique », on entende peu ou pas sanglante, ce qui pourrait encore se produire si, par exemple, le prolétariat victorieux dans toute l'Europe avait encore à vaincre dans la principauté de Monaco, du Liechtenstein, de San Marino etc... ! (Pour la Suisse, les choses seraient déjà bien différentes). Resterait toutefois le petit problème des Etats-Unis d'Amérique dont la solution (qui ne sera certainement pas du type

une direction révolutionnaire est de sentir au bon moment le pouls de la situation politique, de percevoir les variations brusques et de donner en temps voulu un bon coup de volant. De semblables qualités de la direction révolutionnaire ne s'obtiennent pas en se contentant de jurer sur la dernière circulaire de l'I.C. : elles se conquièrent par l'expérience directe et par une autocritique effective, à condition qu'existent les prémisses théoriques indispensables ».

Pour donner de bons coups de volant, il faut un conducteur expérimenté et une route bien tracée.

Dans la mesure où elles permettent un travail utile, les possibilités légales peuvent être utilisées sans pour autant préjuger de la nécessité de recourir à des moyens non légaux à la seule condition qu'une action de ce genre ait été préparée, tant en ce qui concerne l'armement théorique et la structure organisationnelle du parti (c'est-à-dire l'intérieur du parti) qu'en ce qui concerne sa propagande, son agitation et son organisation à l'extérieur.

déléoniste) déterminera le sort de la révolution mondiale.

Nous écrivions, il y a une vingtaine d'années dans notre revue théorique :

« ... En 1872, Karl Marx ne limitait pas l'emploi de la force à la Russie féodale, ni à l'Allemagne et l'Autriche encore peu bourgeoises : il le préconisait pour toute l'Europe continentale et en premier lieu pour la France, très avancée du point de vue bourgeois, où la république parlementaire avait eu raison de l'empire « fasciste », ainsi que de la première tentative, inconsciente et malheureuse, d'instauration de la dictature du prolétariat ; du reste, même en 1895, comme on l'a vu, Engels niait tout autant qu'une tactique tant soit peu « légale » puisse être appliquée en bloc en France.

« Dans les dernières années de sa vie, Engels considère qu'en Allemagne, « ce n'est pas le moment » du fait qu'aux lois exceptionnelles a succédé l'expérience politique du suffrage universel [qui pour Engels était « la mesure de la maturité de la classe ouvrière, et ne peut ni ne pourra être rien de plus dans l'Etat actuel » (Origine de la Famille, 1884, IX)] et l'expérience sociale d'une industrialisation accélérée, mais il insiste sur la nécessité d'une fidélité rigoureuse à la théorie de la force.

« C'est justement l'industrialisation frénétique de pays rivaux conduisant à l'impérialisme qui permet à Lénine d'établir que malgré leur situation géographique spéciale, l'Angleterre et l'Amérique ont à leur tour un Etat policier et militariste et entrent donc dans l'aire révolutionnaire. « C'est la question des grandes aires historiques de la révolution : continentales jusqu'en 1871, inter-océaniques lors de l'éclatement de la première guerre mondiale.

« Mais la question de programme a été établie définitivement dès 1848 et à aucun moment le marxisme ne renonce, même pour un seul pays, à la caractéristique distinctive de la politique prolétarienne : que l'ennemi soit fort ou faible, virulent ou exsangue, (...) la politique marxiste est celle qui se base non sur l'opinion, l'éducation et la conscience, mais sur la force qui ouvre la voie à la société nouvelle et qui jaillit de la pression exercée par la classe sur laquelle la vieille société pèse de tout son poids.

« En 1872, cela était inévitable dans toute l'Europe ; aujourd'hui, après deux guerres, et surtout après tant de contre-révolutions, cela est devenu inévitable partout ».

Histoire de la gauche communiste

Il y a respectivement huit et six ans, paraissaient en Italie les volumes I et I bis de notre Storia della Sinistra comunista. Nous annonçons aujourd'hui la parution du II^e volume (1919-1920), dont trois chapitres seront prochainement publiés dans notre revue « Programme Communiste » (n° 58, 59, 60). Le premier volume, épuisé, sera réédité (complété du volume I bis) et disponible à nouveau dans quelques semaines, en attendant la traduction des deux volumes en français.

Partant des origines du mouvement ouvrier international, le premier volume retraçait et illustrait d'une abondante documentation la genèse et la lutte d'un courant que les historiens appellent stupidement la « gauche italienne », mais qui se rattache en fait tout simplement à la ligne continue qui relie Marx, Engels et la lutte de Lénine et des bolcheviks pour la restauration du marxisme. S'affirmant dans les années qui précèdent immédiatement la première guerre mondiale, ce courant s'est forgé et préparé à ses tâches révolutionnaires dans un long et tenace combat théorique et pratique aussi bien contre l'opportunisme réformiste de la II^e Internationale (droite social-chauvine et centre pacifiste) et « révolutionnaire en paroles » que contre les divers rejets « modernes » du vieil ennemi anarchiste.

Le II^e volume reprend l'histoire interrompue en 1919 pour évoquer les deux « années rouges » où le prolétariat international a fait trembler le monde bourgeois et où notre courant s'est battu, aux côtés des bolcheviks et dans une totale convergence avec eux, dans les principes qui régissent tous les domaines d'action du parti, sinon toujours dans les énoncés et les applications tactiques, pour que se constitue sur des bases de granit l'Internationale communiste dont la Gauche dirigera pendant deux ans la section italienne, ce parti né à Livourne en 1921, et qu'elle avait été la seule, en Italie, à préparer et à vouloir de toutes ses forces. Il montre aussi comment le retard des conditions « subjectives » en Occident a condamné le parti bolchevique à une tragique solitude et comment le coup d'arrêt de la révolution mondiale à partir du milieu de 1920 devait rendre vain le gigantesque effort des bolcheviks pour encadrer sous leur direction puissante les forces imparfaites du mouvement communiste international.

Depuis que nous avons repris notre travail, les historiens « officiels », — sous-espèce de ces « penseurs de la classe dominante », de ces « idéologues actifs » dont Marx et Engels écrivent dans l'Idéologie allemande qu'ils « font métier principalement de l'élaboration de l'illusion que cette classe se fait sur elle-même » — ont rectifié le tir de leur triste combat d'arrière-garde contre le spectre tenace de la Gauche communiste. Par contre-coup, le plan original de notre volume s'est notablement élargi.

Cette offensive, « historiographique » en apparence, en réalité politique et idéologique, a autant de faces que l'opportunisme lui-même. Il y a d'abord les historiens du PC italien (les Paolo Spriano, les Lepre-Levrero). A l'époque précédente, les valets intellectuels de ceux qui nous avaient chassés du parti se contentaient de nous ignorer ou, à la rigueur, de nous couvrir d'injures et de calomnies. Aujourd'hui où cela ne suffit plus, ils ont dû assumer la tâche ingrate de

nous « expulser » de la tradition marxiste. Ils ont donc entrepris de fabriquer de toutes pièces un prétendu « léninisme » reposant sur les deux piliers de l'invention des soviets (aux vertus miraculeuses) et de l'empirisme ou même du machiavélisme tactique. Après quoi c'est pour eux un jeu d'enfant d'établir la continuité entre Lénine et l'« ordinovisme » de Gramsci (les soviets ayant été subrepticement assimilés aux... conseils d'usine et autres produits de l'inépuisable « créativité » des masses), et entre Lénine et le « parti nouveau » de Togliatti... Nous laisserons de côté ici l'historiographie trotskyste (Corvisieri), qui n'est qu'une variante de la précédente, sauf qu'elle exclut de la généalogie l'honorable Togliatti. Dans un cas comme dans l'autre, la Gauche est condamnée pour « obsession particulariste » (rôle primordial du parti de classe, antidémocratie de principe) et rejetée sans honneur au rang d'épi-

IC opportuniste de naissance. Laissons-les à loisir refaire l'histoire dans leur tête. A la morgue idéaliste des professeurs en chambre nous préférons, comme toujours, la solide tradition du matérialisme marxiste et nous nous battons encore pour la défense inconditionnelle des bolcheviks et de l'Internationale communiste, comme nous l'avons toujours fait dans le passé, y compris contre elle-même, quand la dégénérescence l'a conduite à renier ses propres origines.

**

Prétendus orthodoxes et hétérodoxes présumés non seulement déforment l'histoire pour de vulgaires intérêts de boutique, mais travaillent à falsifier — puisqu'ils ne peuvent le démolir — le bloc unitaire et invariant du marxisme, comme théorie et comme praxis.

Quant à nous, nous n'avons rien à faire ni avec les uns ni avec les autres. Nous ne présentons pas de « découvertes » piquantes, d'« innovations » géniales, ni d'« exégèses » audacieuses. Nous reprenons le fil rouge de 1848, de 1850, 1864, de 1871, ce fil, brisé par les « unions sacrées », qui fut renoué à Petrograd et à Moscou avec la rigueur inflexible, le dogmatisme avoué, l'intransigeance orgueilleuse qui avaient caractérisé les années de l'Iskra et de Que faire ? et

1919 au mois d'août 1920 en est un brûlant condensé. Nous en évoquons les phases tumultueuses avec une patience égale à notre émotion, non par scrupule historique ni par luxe universitaire, mais parce que les exigences de notre lutte nous l'ordonnent. Et nous nous efforçons d'en tirer un enseignement — le même que celui que nous avons donné par avance à l'époque, en nous fondant sur le diagnostic des forces opérant à l'échelle mondiale et de leurs nécessaires regroupements — au lieu de nous incliner devant la majesté souveraine du « cela a été, cela devait être, cela sera ».

Il en est sorti une histoire vraie et donc anticonventionnelle du mouvement communiste, étroitement mêlé aux vicissitudes d'un mouvement ouvrier capable d'écrire des pages glorieuses, dans cette époque d'authentique grandeur.

Cette histoire, que nous dédions à la mémoire des splendides militants révolutionnaires d'alors, nous ne prétendons pas qu'elle soit complète ni parfaite. Elle ne porte pas de noms d'auteurs, comme il convient aux représentants d'une classe qui n'a ni droits ni à plus forte raison propriétés à revendiquer. Comme toujours lorsque nous nous tournons vers le passé, il s'agit pour nous non pas d'accuser, moins encore de nous glorifier de « grands hommes » vivants ou morts, mais de préparer, avec les leçons de la révolution, et surtout de la contre-révolution, les forces d'un avenir moins décevant. Même l'« histoire » est pour nous une arme de lutte : elle est ce « pont sur le temps » qui seul peut transmettre aux générations prolétariennes futures le fil qui leur permettra de ne pas perdre leur chemin et de transformer les défaites en victoires.

Vie du Parti

(Suite de la page 2)

de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Il rappelle que l'opportunisme n'a pas de doctrine propre, de théorie à part, opposée à celle de la bourgeoisie. Il se caractérise, en tant que dégénérescence du parti marxiste, comme la tentative de créer un pont entre le marxisme et l'idéalisme bourgeois, élaborant pour cela des explications, des justifications qui dépendent des conditions historiques, qui peuvent dans une certaine mesure être « originales », mais qui conduisent toutes au même but, au même résultat, plus ou moins rapidement selon les situations historiques, mais avec « la rigueur de lois physiques », au reniement déclaré du marxisme et souvent bien avant à la défense de l'Etat bourgeois dans les conflits entre Etats ou entre classes sociales, bref au passage de ses partis dans le système de défense de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne.

Le rapport rappela ensuite les diverses justifications servies tant par l'opportunisme réformiste et centriste d'hier et d'aujourd'hui (staliniens, trotskyste, etc.) aussi bien qu'anarchiste (syndicaliste, communis-

te « de gauche », etc.) pour montrer comment elles étaient démenties par les faits et comment elles ne faisaient en réalité que masquer le reflux dans les courants politiques invariants auxquels sont liés les noms de Louis Blanc et Bakounine, confirmant cette vérité que le parti marxiste n'a ni frère ni cousins, mais qu'entre le marxisme et les autres courants, il y a une tranchée de classe.

En guise de conclusion, le rapport réaffirma que la révolution communiste de demain sera toujours plus difficile parce que durcissent toujours dans le corps de la société les parois qui doivent permettre l'accouchement de la nouvelle, mais que cette même société fait aussi grandir potentiellement la force que le prolétariat mettra dans les collisions sociales. Et quiconque ne veut pas voir que cela exige encore plus de centralisation, encore plus de discipline, et si l'on veut encore plus de « sectarisme » et de « dogmatisme » qu'hier dans la préparation politique, eh bien, non seulement celui-là n'est pas marxiste, mais doit être combattu comme un ennemi de la révolution communiste.

Le Chômage

(Suite de la 1^{re} page)

rester inactif dans les rangs des chômeurs dans l'attente d'un « appel » éventuel. La présence constante et le poids de cette masse de chômeurs renforce le lien de dépendance de la classe ouvrière : le système capitaliste s'en sert pour comprimer les salaires, en freinant leur augmentation dans les phases d'expansion et en provoquant leur chute inexorable dans les périodes de crise.

En effet, le salaire est déterminé par le coût de production de cette marchandise particulière qu'est la force de travail. Nous savons toutefois qu'il oscille toujours autour de sa valeur réelle, et ces oscillations ne font qu'exprimer le rapport qui s'instaure constamment entre l'armée industrielle de réserve et les ouvriers occupés, et non — comme le pense l'économiste vulgaire — le rapport entre l'offre et la demande de travail. C'est l'existence et la forme que prend l'armée industrielle de réserve qui règle ce que l'on appelle la loi de l'offre et de la demande, et jamais l'inverse. C'est ce que dit Marx : « Les variations du taux général des salaires ne répondent donc pas à celles du chiffre absolu de la population (idiotie du curé Malthus) ; la proportion différente suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative, le degré auquel elle se trouve tantôt « engagée », tantôt « déchargée », en un mot, ses mouvements d'expansion et de contraction alternatifs correspondent à

leur tour aux vicissitudes du cycle industriel, voilà ce qui détermine exclusivement ces variations ». (Capital, 1, 3, p. 80).

Et plus loin : « Pendant les périodes de stagnation et d'activité moyenne, l'armée de réserve pèse sur l'armée active, pour en réfréner les revendications pendant la période de surproduction et de haute prospérité. C'est ainsi que la population relative, une fois devenue le pivot sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail, ne lui permet de fonctionner qu'entre des limites qui laissent assez de champ à l'activité d'exploitation et à l'esprit dominateur du capital ». (Le Capital, 1, 3, p. 82).

Tout ceci provoque aussi le phénomène de la « concurrence » au sein de la classe ouvrière, phénomène qui exclut que chaque prolétaire puisse considérer que son emploi au sein du procès de production est « garanti ». La prétendue opposition d'intérêts entre les deux parties — ouvriers occupés et ouvriers en chômage — de l'armée industrielle, opposition sur laquelle misent des générations de réformistes et d'opportunistes, ne peut signifier autre chose que la soumission totale du prolétariat en tant que classe aux intérêts du capital. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le capitalisme, en rejetant périodiquement les ouvriers dans les rangs des chômeurs et vice versa, rassemble malgré lui les ouvriers qui travaillent et ceux qui chôment dans une seule armée industrielle prolétarienne.

(A suivre)

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA

1919 - 1920

Dal congresso di Bologna del P.S.I.

al secondo congresso dell'Internazionale comunista

Un volume de 740 pages : 40 F — Commandes au « Prolétaire »

sode fortuit et vaguement folklorique du mouvement révolutionnaire marxiste.

Dans la grande liberté de la contre-révolution stalino-déstalinisatrice, il y a toujours de la place pour un brin d'hétérodoxie. Après les censeurs, les amoureux déçus. En font partie ceux qui (tel Luigi Cortesi) nous font la grâce de nous considérer comme le « seul » courant marxiste digne de ce nom dans l'Italie du premier avant-guerre, mais nous reprochent d'avoir retardé la formation du parti en repoussant par notre « hypothèque abstentionniste » obstinée un essaim de fantomatiques communistes en devenir. En font partie également les admirateurs et admiratrices... avec réserves, qui découvrent un prétendu « marxisme occidental » où classer la Gauche en l'assimilant péle-mêle aux tribunistes hollandais, conseillistes allemands, spontanéistes et ouvrieristes latins et anglo-saxons, contre lesquels la Gauche s'est pourtant battue constamment dès l'origine et jusqu'à aujourd'hui ! Cette mystification a d'ailleurs plusieurs faces : aux uns, elle sert à abattre de son piédestal le marxisme « oriental » et « asiatique » de ces barbares de bolcheviks ; aux autres elle sert à confirmer notre condamnation, avec tous les compères cités plus haut (sauf, bien entendu, l'« Ordine Nuovo »), pour... antibolchevisme ! Enfin, il ne vaut pas la peine de parler des divers groupes politiques qui se prétendent proches ou même issus de ce qu'ils appellent le « bordiguisme », tout en prétendant marier, les uns, « gauche italienne » et éclectisme tactique ou plutôt absence de principes, les autres, « gauche italienne » et « communisme de gauche » à la Pannekoëk.

Les premiers vont chercher dans l'arsenal de la psychanalyse pourquoi nous n'avons pas rompu avec le PSI dès le congrès de Bologne de 1919 et en voient la raison dans un « complexe » du vieux parti et de l'unité à tout prix. Les seconds nous reprochent d'être « tombés dans le léninisme » et d'avoir tardé à rompre avec une

qu'on retrouve identiques dans les années de guerre entre les Etats, d'assaut du pouvoir, et de guerre civile. Cette rigueur, ce dogmatisme, cette intransigeance, nous aurions voulu les voir appliquer, portés à la puissance n, dans l'Occident pourri de démocratie parlementaire, imprégné de pacifisme social, malade de fédéralisme et d'autonomisme : là était notre seul point de désaccord avec le « bolchevisme, plante de tous les climats ». Comme le prouvent les nombreux textes publiés dans notre volume, la Gauche fut le seul courant, en Occident, à marcher avec l'Internationale fondée sur la base de granit de l'Etat et la révolution, Le renégat Kautsky, Terrorisme et communisme. Par contre, jamais les représentants du prétendu « marxisme occidental » — non seulement donc les réformistes déclarés, non seulement les maximalistes et les indépendants, mais les conseillistes, les ouvrieristes, les ordinovistes, les spontanéistes, bref les immédiatistes, — ne saisirent ce fil, et ils n'auraient pu le faire qu'avec le concours de circonstances exceptionnelles, malgré les efforts surhumains des protagonistes de la Révolution d'Octobre. Ce fut même leur terrible « force d'inertie historique » qui s'opposa à l'extension de la révolution en Europe, empêchant par là-même, la splendide révolution double de Russie de conclure son cycle sur le plan mondial, et son état-major de rester égal à lui-même, jusqu'au bout de ses forces. Ce fil rouge, la tradition révolutionnaire marxiste, les bolcheviks et nous affirmions qu'il était supérieur à toute contingence temporelle et spatiale, et obligatoire pour tous les communistes, toujours et sous tous les cieux. Nous n'avons pas pu empêcher qu'il ne se perde, de même que les bolcheviks n'ont pas réussi à le garder en main jusqu'au bout. Mais nous n'avons pas accepté et nous n'acceptons pas de le considérer comme rompu pour toujours.

L'histoire militante du mouvement ouvrier est faite de hauts et de bas, d'épopées et de tragédies, et l'année qui va du mois d'août

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie - Lino-Imp -

1, 3, 5, boulevard Schœsing
MARSEILLE (X^e)

Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.